

§ 2. Dans le cadre d'une autorisation accordée par la Loterie nationale et sous leur responsabilité, les vendeurs peuvent, jusque et y compris le dernier jour d'un délai d'un mois à compter du 16 décembre 1991 payer les lots contre remise des billets gagnants.

§ 3. Les lots non réclamés dans le délai fixé au § 1^{er} sont prescrits et sont acquis à la Loterie nationale.

Art. 13. La Loterie nationale ne reconnaît qu'un seul propriétaire d'un billet gagnant, à savoir celui qui en est le porteur. La justification de l'identité est toutefois exigée s'il y a doute sur la validité du billet, s'il y est mentionné un nom ou s'il est maculé, déchiré, incomplet ou recollé. Dans ce cas, le billet est retenu par la Loterie nationale jusqu'à décision de celle-ci.

En cas de vol, de perte ou de destruction d'un billet ou d'une reconnaissance de dépôt établie au porteur, il ne sera accepté aucune réclamation ou opposition.

La Loterie nationale se prononce en équité sur les contestations qui s'élèveraient en raison de défauts techniques affectant les billets.

La Loterie nationale n'intervient pas dans les conflits pouvant surgir entre les personnes ayant acheté en commun des billets.

Art. 14. L'acquisition d'un billet implique de la part du porteur l'adhésion au présent règlement.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 décembre 1991.

Art. 16. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

§ 2. Binnen het raam van een machtiging verleend door de Nationale Loterij en op hun verantwoordelijkheid mogen de verkopers, tot en met de laatste dag van een termijn van één maand te rekenen vanaf 16 december 1991, loten uitbetalen tegen afgifte van de winnende biljetten.

§ 3. De niet binnen de in § 1 bepaalde termijn opgevraagde loten zijn vervallen en verblijven aan de Nationale Loterij.

Art. 13. De Nationale Loterij erkent slechts één enkele eigenaar van een winnend biljet, namelijk de drager ervan. De staving van de identiteit wordt nochtans geëist als er twijfel bestaat nopens de geldigheid van het biljet, als er een naam op vermeld is of als het besmeurd, gescheurd, onvolledig of herplakt is. In dat geval wordt het biljet ingehouden door de Nationale Loterij totdat zij de zaak beslecht heeft.

In geval van diefstal, verlies of vernieling van een biljet of van een bewijs van afgifte opgesteld aan toonder, zal geen enkel bezwaar of verzet aanvaard worden.

De Nationale Loterij beslecht naar billijkheid de betwistingen die mochten rijzen naar aanleiding van technische gebreken aan de biljetten.

De Nationale Loterij moet zich niet in conflicten die ontstaan tussen personen die gemeenschappelijk biljetten kochten.

Art. 14. Het verwerven van een biljet houdt in dat de drager ervan met dit reglement instemt.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 16 december 1991.

Art. 16. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 december 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

F. 91 — 3720 (91 — 3511)

22 NOVEMBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 novembre 1984 relatif au renouvellement des obligations de l'emprunt à lots 1941. — Errata

Au *Moniteur belge* du samedi 30 novembre 1991, n° 236.

Page 26928 :

Lire : 29 novembre 1991 au lieu de 22 novembre 1991.

Page 26929 :

Lire : Donné à Bruxelles, le 29 novembre 1991 au lieu de : Donné à Bruxelles, le 22 novembre 1991.

N. 91 — 3720 (91 — 3511)

22 NOVEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 november 1984 betreffende de vernieuwing van de obligaties van de lotenlening 1941. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* van zaterdag 30 november 1991, nr. 236.

Bladzijde 26928 :

Lezen : 29 november 1991 in de plaats van 22 november 1991.

Bladzijde 26929 :

Lees : Gegeven te Brussel, 29 november 1991 in de plaats van : Gegeven te Brussel, 22 november 1991.

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 3721

17 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal portant le paiement par virement des prestations liquidées par l'Office national des pensions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, notamment, l'article 31, alinéa 1^{er}, 2^o, modifié par la loi du 27 juillet 1971 et l'arrêté royal du 19 mars 1990;

Vu l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, notamment l'article 34, modifié par la loi du 6 février 1976 et l'arrêté royal du 29 février 1988;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 3721

17 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit betreffende de betaling per overschrijving van de uitkeringen betaald door de Rijksdienst voor pensioenen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, inzonderheid op artikel 31, eerste lid, 2^o, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1971 en het koninklijk besluit van 19 maart 1990;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen, inzonderheid op artikel 34, gewijzigd bij de wet van 6 februari 1976 en het koninklijk besluit van 29 februari 1988;

Vu la loi du 1^{er} avril 1969 instituant un revenu garanti aux personnes âgées, notamment l'article 17, alinéa 2;

Vu la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, notamment l'article 17, tel qu'il était libellé avant l'abrogation de ladite loi;

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 28;

Vu la loi du 28 mai 1971 réalisant l'unification et l'harmonisation des régimes de capitalisation institués dans le cadre des lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, notamment l'article 9;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989.

Vu l'urgence motivée par le fait que les dispositions concernant le paiement de certaines prestations attribuées en vertu des dispositions des arrêtés royaux n° 50 du 24 octobre 1967 et n° 72 du 10 novembre 1967 et en vertu des lois du 1^{er} avril 1969 et du 27 juin 1969 doivent être mises en concordance avec les dispositions applicables depuis le 1^{er} janvier 1988, au paiement des allocations aux handicapés;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et à la Politique des Handicapés et de Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les personnes à qui l'Office national des pensions liquide une ou plusieurs prestations, peuvent à leur demande percevoir le paiement de ces prestations sur un compte personnel ouvert auprès d'un des organismes financiers visés à l'alinéa 3, à condition que celui-ci ait conclu une ou plusieurs conventions avec l'Office national des pensions, dont le modèle, selon le cas, a été approuvé par les Ministres qui ont les pensions et les allocations aux handicapés dans leurs attributions.

Les conventions visées à l'alinéa 1^{er} détermineront notamment, selon qu'il s'agit de prestations dont le paiement est ou n'est pas autorisé partout dans le monde, les responsabilités respectives de l'Office national des pensions et de l'organisme financier en vue d'assurer la régularité du virement des mensualités de la prestation et de leur inscription au crédit du compte du bénéficiaire. Elles détermineront également les garanties que l'organisme financier doit donner à l'Office concernant le remboursement des sommes versées indûment.

Il y a lieu d'entendre par organismes financiers visés à l'alinéa 1^{er} :

1. les banques établies en Belgique;
2. les organismes auxquels la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit est applicable;
3. l'Office des chèques postaux;
4. les caisses d'épargne assujetties à l'arrêté royal du 23 juin 1967 portant coordination des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées.

§ 2. La demande visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, doit être adressée à l'Office national des pensions au moyen d'un formulaire approuvé, selon le cas, par les Ministres qui ont les pensions et les allocations aux handicapés dans leurs attributions. Ce formulaire contient notamment les engagements du bénéficiaire vis-à-vis de l'Office.

L'organisme financier peut adapter ce formulaire à ses propres besoins, pour autant qu'il en respecte scrupuleusement le contenu.

§ 3. Le bénéficiaire peut, par lettre recommandée à la poste adressée à l'Office national des pensions, renoncer à tout moment au paiement de ses prestations par virement.

§ 4. Le paiement par virement est suspendu d'office et le paiement au moyen d'assignations postales dont le montant est payable à domicile, en mains du bénéficiaire, est repris lorsque celui-ci ne respecte pas les engagements visés par le § 2.

§ 5. L'Office national des pensions adresse quatre fois par an un certificat de vie au bénéficiaire d'un avantage qui n'est pas payable partout dans le monde et qui est payé selon les modalités prévues

Gelet op de wet van 1 april 1969 tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden, inzonderheid op artikel 17, tweede lid;

Gelet op de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden, inzonderheid artikel 17, zoals dit was gesteld voor de opheffing van die wet;

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 28 mei 1971 tot verwezenlijking van de eenmaking en de harmonisering van de kapitalisatiestelsels ingericht in het raam van de wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de bepalingen inzake de uitbetaling van bepaalde uitkeringen toegekend krachtens de koninklijke besluiten nr. 50 van 24 oktober 1967 en nr. 72 van 10 november 1967 en krachtens de wetten van 1 april 1969 en 27 juni 1969 dringend in overeenstemming moeten worden gebracht met de bepalingen die sedert 1 januari 1988 op de uitbetaling van tegemoetkomingen aan gehandicapten van toepassing zijn;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personen aan wie de Rijksdienst voor pensioenen één of meer uitkeringen betaalt, kunnen op hun aanvraag de betaling van die uitkeringen bekomen op een persoonlijke rekening geopend bij één van de in het derde lid bedoelde financiële instellingen, op voorwaarde dat deze met de Rijksdienst voor pensioenen één of meer overeenkomsten heeft gesloten, waarvan het model, naar gelang het geval, door de Ministers die de pensioenen en tegemoetkomingen aan gehandicapten onder hun bevoegdheid hebben, werd goedgekeurd.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomsten zullen, naar gelang het uitkeringen betreft die al dan niet overal ter wereld betaalbaar zijn, inzonderheid de onderscheiden verantwoordelijkheden van de Rijksdienst voor pensioenen en van de financiële instelling bepalen, om de regelmatigheid van de overschrijving van de maandelijkse termijnen van de uitkering en van de creditering van de rekening van de gerechtigde te verzekeren. Zij zullen eveneens de waarborgen vaststellen die de financiële instelling aan de Rijksdienst moet geven betreffende de terugbetaling van ten onrechte gestorte bedragen.

Onder de in het eerste lid bedoelde financiële instellingen moet worden verstaan :

1. de in België gevestigde banken;
2. de instellingen waarop de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en tot harmonisering van de controle, en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen van toepassing is;
3. het Bestuur der postchecks;
4. de private spaarkassen onderworpen aan het koninklijk besluit van 23 juni 1967 houdende coördinatie van de bepalingen betreffende de controle op de spaarkassen.

§ 2. De aanvraag beoogd in § 1, eerste lid, moet worden gericht aan de Rijksdienst voor pensioenen door middel van een formulier dat, naar gelang het geval, door de Ministers die de pensioenen en de tegemoetkomingen aan gehandicapten onder hun bevoegdheid hebben, is goedgekeurd. Dit formulier omvat inzonderheid de verbintenissen die de gerechtigde ten aanzien van de Rijksdienst aangaat.

De financiële instelling mag dit formulier aan haar eigen noodwendigheden aanpassen, voor zover zij er nauwgezet de inhoud van eerbiedigt.

§ 3. De gerechtigde kan op ieder ogenblik door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de Rijksdienst voor pensioenen van de betaling van zijn uitkering per overschrijving afzien.

§ 4. De betaling per overschrijving wordt van ambtswege geschorst en de betaling door middel van postassigaties, waarvan het bedrag betaalbaar is ten huize en in handen van de gerechtigde, hernomen indien deze de in § 2 bedoelde verbintenissen niet naleeft.

§ 5. De Rijksdienst voor pensioenen verstuurt viermaal per jaar een levensbewijs aan de gerechtigde op een uitkering die niet overal ter wereld betaalbaar is en die overeenkomstig de modaliteiten

par le présent arrêté. Le bénéficiaire est tenu de renvoyer le certificat, dûment complété et certifié conforme par le Bourgmestre de la commune de sa résidence principale à l'Office, dans les trente jours suivant la réception de celui-ci. Le non respect de cette obligation entraîne la suspension du paiement par virement et la reprise de celui-ci au moyen d'assignations postales dont le montant est payable à domicile, en mains du bénéficiaire.

Art. 2. L'arrêté royal du 16 juillet 1985 portant le paiement par virement de certains avantages liquidés par la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie est abrogé. Les conventions conclues en application de cet arrêté, et les engagements qui en découlent, sont considérées comme étant conclues en application des dispositions du présent arrêté, pour autant qu'il s'agisse de prestations payables partout dans le monde.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre des Pensions, Notre Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et à la Politique des Handicapés et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

Le Ministre des Pensions,
G. MOTTARD

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés
R. DELIZEE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,
Mme L. DETIEGE

voorzien door onderhavig besluit wordt betaald. De gerechtigde moet binnen de dertig dagen na ontvangst ervan het behoorlijk ingevuld en door de Burgemeester van zijn hoofdverblijfplaats voor eensluidend verklaard bewijs aan de Rijksdienst terugsturen. De niet naleving van deze verplichting brengt de schorsing van de betaling per overschrijving en de herneming van de betaling door middel van postassignaties, waarvan het bedrag betaalbaar is ten huize en in handen van de gerechtigde, mee.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 16 juli 1985 houdende de betaling per overschrijving van bepaalde voordelen uitgekeerd door de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen wordt opgeheven. De overeenkomsten, en de verbintenissen die eruit voortvloeien, die in toepassing van dat besluit werden gesloten, worden geacht te zijn gesloten in toepassing van de bepalingen van onderhavig besluit, voor zover het uitkeringen betreft die overal ter wereld betaalbaar zijn.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

De Minister van Pensioenen,
G. MOTTARD

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid
R. DELIZEE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,
Mevr. L. DETIEGE

F. 91 — 3722 (91 — 2962)

11 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des fournitures pharmaceutiques. — Erratum

Dans le texte français du *Moniteur belge* du 22 octobre 1991, page 23719, à l'alinéa p) point 2° in fine du premier alinéa : lire : « tels que l'HBV-ADN ou l'ADN polymérase » au lieu de « tels que l'HBV-ADN polymérase ».

N. 91 — 3722 (91 — 2962)

11 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische verstrekkingen. — Erratum

In de Franse tekst van het *Belgisch Staatsblad* van 22 oktober 1991 op bladzijde 23719 lid p) punt 2°, op het einde van het eerste lid : lezen : « tels que l'HBV-ADN ou l'ADN polymérase » in plaats van : « tels que l'HBV-ADN polymérase ».

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 91 — 3723

14 NOVEMBRE 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté du Régent du 23 août 1948 réglant la préséance du Conseil d'Etat et les honneurs qui lui sont rendus

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 78, alinéa 2;

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 91 — 3723

14 NOVEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 houdende regeling betreffende de eer en voorrangsbewijzen ten aanzien van de Raad van State

BOUDEWIJN; Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 78, tweede lid;